Marchais : finances de la commune

Commune · Aisne (02) · 403 habitants · tranche 200 à 499 habitants · comptes 2025

Pour l'exercice 2025, Marchais affichait un encours de dette de 534 k€, soit 1 326 € par habitant, une épargne brute égale à 17,9 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 7 ans.

Dette par habitant
1 326 €
534 k€ au total

Capacité de désendettement
7 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d'épargne brute
17,9 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
867 € / hab.
349 k€ au total

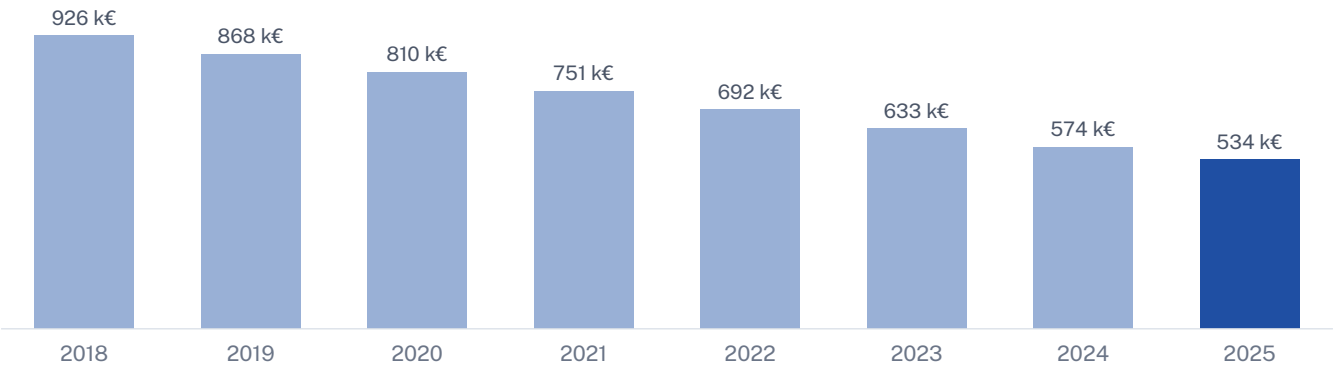
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l'exercice 2025 publiés par l'OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 9 427 communes de 200 à 499 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n'est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d'être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	867 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	34 %	295 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l'argent en fin d'année ?	17,9 %	189 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d'analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	1 326 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	145 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	489 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 926 k€ en 2018 à 534 k€ en 2025 (-42,3 %).

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	926 k€	28,8 %	8 ans	651 k€
2019	868 k€	20,2 %	11 ans	530 k€
2020	810 k€	20,8 %	9,8 ans	235 k€
2021	751 k€	25 %	7,2 ans	25 k€
2022	692 k€	12,1 %	14,1 ans	333 k€
2023	633 k€	22,9 %	6,4 ans	327 k€
2024	574 k€	16,1 %	8,1 ans	350 k€
2025	534 k€	17,9 %	7 ans	58 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Marchais	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	1 326 €	367 €	+261,4 %
Impôts locaux par habitant	489 €	291 €	+68,1 %
Frais de personnel par habitant	295 €	192 €	+53,2 %
Investissement par habitant	145 €	219 €	−33,7 %
Taux d'épargne brute	17,9 %	17,5 %	
Capacité de désendettement	7 ans	3,3 ans	

Jumelles : Beaussault (76), Lengronne (50), Fougerolles (36), Villebaudon (50), Gerponville (76), Saint-Martin-d'Arberoue (64), Rambures (80), Fesmy-le-Sart (02), Outrebois (80), Saint-Sauveur-de-Meilhan (47). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	434	403	−7,1 %	−2,6 %
Dette par habitant	1 999 €	1 326 €	−33,7 %	−38 %
Impôts locaux par habitant	629 €	489 €	−22,2 %	+27,6 %
Frais de personnel par habitant	225 €	295 €	+31,1 %	+22 %
Taux d'épargne brute	20,2 %	17,9 %	−2,3 points	−1,8 point
Capacité de désendettement	11 ans	7 ans	−4 ans	−0,3 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		3 232 €		1 170 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Marchais	Comparaison
Habitants (2023)	389	+2,9 % depuis 2012 (département : −3,2 %)
65 ans ou plus (2023)	19,5 %	département : 22 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	3,9 pour 100 habitants	département : 6,9
Salariés du secteur privé (2025)	21	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

180 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 120 emplois, soit 75 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0 %	1,9 %	1,3 %	0 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	0 %	5,5 %	6,6 %	0 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	11,4 %	9,9 %	20,1 %	9,2 %
Professions intermédiaires	14,9 %	24,9 %	26,4 %	25 %
Employés	34,9 %	28,9 %	26,1 %	21,7 %
Ouvriers	38,9 %	28,8 %	19,5 %	44,2 %

Professions les plus exercées par les habitants : Hauts-de-France

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	44 400	1,9 %
Infirmiers en soins généraux salariés	42 380	1,8 %
Enseignants titulaires du primaire	40 790	1,7 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	39 750	1,7 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	39 150	1,7 %
Conducteurs de poids lourds	38 180	1,6 %
Ouvriers du nettoyage	38 050	1,6 %
Secrétaires, employés de la bureautique	36 840	1,6 %
Agents de service des établissements de santé	31 580	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	28 210	1,2 %
Employés de libre-service du commerce	26 660	1,1 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	26 600	1,1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Aisne (02)) : 13 088 au moins, dont 37,6 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Viticulteurs, arboriculteurs	2 399	28,9 %
Agriculteurs	1 136	40 %
Agents d'entretien de locaux	660	22,4 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	530	55,1 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	381	8,1 %
Employés de libre service	360	6,4 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	335	22,1 %
Aides-soignants	315	36,8 %
Maraîchers et horticulteurs	271	81,9 %
Caissiers	271	10 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l’État verse pour les investissements

Indicateur	Marchais
Subventions d’investissement de l’État accordées (2018-2025)	455 k€ pour 7 projets
Par habitant	1 129 € (communes de même taille : 215 € ; département : 187 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l’État	31,2 %
Aides de l’ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DETR	Réfection du logement communal	29 318 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l’Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l’Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.